

Défendre la zad



**Paroles publiques depuis le mouvement
d'occupation de la zad de Notre-Dame-des-Landes,
2013 - 2015.**

Attaque d'un chantier de déviation de ligne

Le dimanche 10 mars 2013, nous sommes allé-e-s nous promener sur le tracé du futur barreau routier (croient-ils !). Sourires aux lèvres, regards complices,... nos interrogations, nos peurs, nos doutes atténués par une joyeuse détermination et une confiance mutuelle. Nous nous sommes rendu-e-s sur un chantier de déviation de ligne, derrière Terre-Neuve, qui s'inscrit dans le cadre de la construction du barreau routier. Nous étions une centaine de tous horizons, de tous âges, avec ou sans terre, avec ou sans salaire, avec pour points communs notre détermination de ne pas laisser les travaux commencer et nos k-ways sous les capuches desquels se logeait un mélange explosif de diversité subversive.

- Les bornes et les piquets de géomètres ont été arrachées.
- un stock de gaines a été percé et rendu hors d'usage
- les câbles et leurs futurs embouts de liaisons ont été sectionnés
- six poteaux électriques en béton armé ont été copieusement fracassés à la masse. Chacun-e se relayait avec engouement, les outils passait de main en main.
- pour le plaisir l'un des poteaux a été abattu, tombant au sol sous les cris de joie. Lorsqu'il n'y avait plus rien à déplacer, déterrer, éclater, couper ou détruire, nous sommes rentré-e-s en chantant et en cueillant les champignons oranges laissés par les géomètres sur le reste du tracé.

Le barreau routier, c'est un fantasme de 4 voies griffonné sur une carte par quelques aménageurs qui croient tout planifier. C'est l'axe de communication censé permettre :

- à court terme : l'acheminement du matériel et des machines pour la construction du futur aéroport du Grand-Ouest.
- à long terme : assurer une liaison entre les axes Nantes-Rennes et Nantes-St. Nazaire, reconstituant l'un des segments d'une deuxième ceinture périphérique autour de la métropole nantaise. A part aux extrémités, les travaux préliminaires (fouilles archéologiques, forages géotechniques) n'ont pas commencé sur la majeure partie du tracé.

S'ils sont parvenus (pour l'instant) à réaliser des fouilles et des forages protégés par une armada de gendarmes, il leur faudra balayer l'occupation et les constructions qui fleurissent sur le tracé de leur 4 voies imaginaire pour continuer d'avancer dans les travaux.

L'attaque de dimanche dernier cible les toutes premières étapes du chantier du barreau routier : déviation de lignes et élargissement des routes connexes.

Le projet de ligne endommagé l'avait déjà été le mois dernier, comme a pu le constater un groupe en ballade sur le barreau le 2 février 2013. L'aéroport est prévu pour 2017 s'ils mettent plus d'un mois à poser sept poteaux électriques, les travaux sont décidément bien engagés !

Attaquer dès maintenant le barreau routier, cela signifie :

- que défendre la zone et lutter contre l'aéroport et son monde ce n'est pas uniquement occuper la ZAD, y vivre dans l'attente des expulsions. C'est construire une offensive par des pratiques de résistance active à l'avancée des travaux !
- que le mouvement ne se laissera pas facilement neutraliser par les pièges tendus par le pouvoir. Comme la commission de dialogue en cours, avec son cortège de négociations, d'accords, de compromis, de possible moratoire et autres arnaques.
- que nous jubilons et que nous recommenceront jusqu'à ce que les décideurs ne dorment plus la nuit à l'idée que chaque étape infime des travaux nécessite une présence policière permanente, que chaque chose construire peut être détruite, qu'il leur faudra des dizaines d'années, des milliards d'euros et des régiments s'ils veulent construire cet aéroport. Même l'abandon du projet ne permettra aux décideurs ni de reprendre sans résistance les terres que nous habitons et que nous cultivons en commun, ni d'anéantir les liens tissés entre ce bocage et les collectifs partout ailleurs.

Quand armé-e-s de masses, ingouvernables, nous frappons votre béton, c'est tout l'édifice de la Métropole qui vibre et se craquelle !

Quelques membres de la Commission de Dialogue à la Masse

lundi 24 février 2014

Lettre ouverte du mouvement armé au préfet de Loire atlantique, M. Christian de Lavernée.

Cher Christian,

Vous avez déclaré hier, « L'opposition institutionnelle à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes doit cesser d'être la vitrine légale d'un mouvement armé ». Il nous serait facile de vous reprocher, M. Le Préfet, de vouloir à votre tour briser des vitrines. Mais après la manifestation de samedi, autant l'avouer tout net et cesser enfin de nous cacher : nous sommes bel et bien un mouvement armé.

Nous sommes un mouvement armé de bon sens remuant et d'idées explosives, de palettes et de vis, de pierres parfois - même s'il y a ici plus de boue et de prairies, de carottes et de poireaux, d'humour et de tracteurs, d'objets hétéroclites prêts à former spontanément des barricades et d'un peu d'essence au cas où, d'aiguilles à coudre et de pieds de biche, de courage et de tendresse, de vélos et caravanes, de fermes et cabanes, de masques à gaz ou pas, de pansements pour nos blessés, de cantines collectives et chansons endiablées, de livres, tracts et journaux, d'éoliennes et de radios pirates, de radeaux et râteaux, de binettes, marteaux, pelles et pioches, de liens indestructibles et d'amitiés féroces, de ruses et de boucliers, d'arcs et de flèches pour faire plaisir à Monsieur Auxiette, de salamandres et tritons géants, de bottes et impers, de bombes de peinture et de lances à purin, de baudriers et de cordes, de grappins et de gratins, et d'un nombre toujours plus important de personnes qui ne vous laisseront pas détruire la zad. Vous ne nous ferez pas rendre ces armes.

Et vous, M. Le préfet, quand cesserez vous d'être la vitrine légale d'un mouvement armé ?

Sincèrement,

Les Black Ploucs



22 Février, la faune sauvage déboule du bocage : biodiversité de la subversion

« La colère emporte l'émeute comme le vent emporte le feu. »

Victor Hugo, Les Misérables.

Enfin, il se passe quelque chose....

Nantes est d'ordinaire figée, lisse comme une vitrine, glacée comme les parois de son immonde tribunal. Nantes est pacifiée, rénovée, nettoyée, vidée de son âme et de ses habitants. Elle est une métropole. Tout y est pensé, conçu, agencé pour que *rien* ne se passe, pour que se reproduise sans cesse la routine aliénante de la consommation, du salariat, de la répression.

Et pourtant derrière ce contrôle apparent, quelque chose de la *commune*, de la *ville* et de la *campagne* survit, presque invisible, dans les angles morts de ses dispositifs de surveillance et de contrôle social, dans ses friches, ses terrains vagues, ses périphéries, au détour de ses ruelles sombres et sales. Dans le moindre de ses plis, de ses interstices : ça bricole, ça trafique, ça troque, ça vole, ça échange, ça récupère, ça resquille, ça bidouille, ça squatte, ça taggue, ça transgresse, ça vit.

A 20 km au nord de Nantes, là où les décideurs imaginent pouvoir implanter une infrastructure stratégiquement décisive pour la métropole, il existe l'un de ces territoires : la ZAD. Devenu bocage ingouvernable, terrain d'expérimentations sociales et de communisation des terres, grâce aux pratiques collectives d'autodéfense qui nous ont permis de mettre en échec l'opération César. Mais si nous défendons un territoire, nous sommes aussi capables de nous projeter au cœur de la métropole, d'y insuffler les pratiques collectives et populaires d'une guérilla diffuse de basse intensité qui nous a permis de *tenir* le bocage face au pouvoir (barricades, ravitaillement, dons, embuscades, construction de cabanes, bouffes et discussions collectives, etc.).



A l'assaut de la métropole

Samedi 22 février : un de ces moments magiques où la vie ressurgit avec fracas, au détour d'un spasme, d'un mouvement, d'une *émotion*... Soudain, il y a du monde dans la rue et ce ne sont plus des passants. On bat le pavé. Enfin, après deux ans de gôche au pouvoir, ce n'est plus l'extrême droite qui tient massivement la rue, mais nous.

Dès le matin 520 tracteurs convergent vers Nantes provoquant ralentissements et perturbations des flux. Incursions sur le périph', opération escargot sur la quatre voie Rennes-Nantes, piquet de tracteur devant l'aéroport de Nantes Atlantique. D'improbables convois, convergent des quatre points cardinaux pour prendre la ville. Ronflements de moteurs, klaxons, rires, cris d'animaux, insultes et applaudissements fusent de toutes parts... On entend même par endroits les échos d'une radio pirate éphémère et mobile sur la fréquence de Vinci autoroutes (107.7): « *Radio bouchon* » ! Les tracteurs finissent par se garer Square Daviais de manière à bloquer la circulation du tramway. La foule aussi converge, à pied, à vélo ou en car, venue de toute la France. D'autres encore, descendent

l'Erdre en radeau laissant sur leur passage une multitude de panneaux *"Vinci dégage, résistance et sabotage !"* avant d'accoster Pont Morand.

La foule est bigarée, multiple, hétérogène... Il flotte un air de carnaval. Masques, costumes, perruques, chars, salamandre et triton géant, marionnettes ingénieuses, rap enragé et rythmes endiablés d'une batucada rose et argent... A milles lieux des mornes défilés syndicaux, de la monochromie des cortèges de partis politiques, de la monotonie des cortèges encadrés par des services d'ordre, de la tristesse et de l'impuissance des promenades militantes sous contrôle. La ville vibre, la préfecture tremble. Des bataillons d'oiseaux, d'amphibiens, de loups déambulent parmi les manifestants, milles couleurs sont projetées sur les façades des mornes bâtiments gris, milles manières de s'exprimer face à l'architecture totalitaire de la métropole.

Il semble que tout soit possible en ce jour : construire une cabane dans un arbre en face de la préfecture, briser des vitrines, repeindre une ligne de CRS à l'extincteur, déployer une banderole depuis un échafaudage... Chemin faisant, au fur et à mesure que s'ébranle le cortège, les infrastructures des pouvoirs économiques et politiques sont attaquées : parcmètres et caméras mis hors d'usage, siège de Vinci immobilier mis à sac, une foreuse et une pelleuse brûlent sur le chantier du carré Feydau, des banques, boîtes d'intérim, agences de voyage, un office du tourisme, un commissariat et un tribunal administratif servent de support à l'expression joyeuse d'une rage sociale. En solidarité avec la lutte NO TAV, la ligne SNCF est ingénieusement bloquée par le jet d'objets astucieux sur les caténaires. La normalité est suspendue : flux ralentis ou interrompus, dispositifs détruits, messages écrits sur les murs qui ont quelque chose à dire mais rien à vendre... En cette journée qui devait être d'une effroyable banalité, un dernier jour de soldes, une journée de shopping ou de travail comme une autre, surgit l'imprévu, l'inattendu, l'illégal, les meutes, l'émeute, la foule... Nous prenons la ville !

Le dispositif débordé



La préfecture a fait le choix d'interdire le parcours initial de la manifestation qui devait passer par le cours des 50 Otages pour déambuler ensuite dans les rues commerçantes de Nantes (rue du Calvaire, rue Crébillon, etc). L'assemblée organisatrice de la manif y a répondu par le refus de modifier le parcours. Obsédé par la protection des quartiers riches de la ville, le préfet n'a même pas jugé bon de protéger le chantier Vinci sur la première partie du parcours, concentrant toutes ses forces pour quadriller le centre commerçant transformé en zone rouge. Mais qu'attendre de mieux de celui qui a piloté l'opération César, l'une des plus pitoyables opération de maintien de l'ordre ces dernières années, qui a renforcé plus que jamais la cohésion d'un mouvement dont il planifiait la liquidation en une demi journée ?

Le parcours décidé en assemblée n'a pas été renégocié et la préfecture s'est retrouvée face à une manifestation imprévisible, dont elle ignorait complètement le trajet. Christian de Lavernée, préfet de Loire Atlantique, le déplore d'ailleurs dans la presse : *"En France, une manifestation, ça se prépare à deux. Trop de manifestations ne sont pas déclarées. S'agissant de cette importante manifestation annoncée publiquement il y a deux mois, nous avons eu à inviter les organisateurs à venir nous voir car ils ne déclareraient rien, encore la semaine dernière."* « Rien à déclarer » : une pratique qui se diffuse dangereusement dans le mouvement !

Au moment du départ de la manifestation Pont Morand, pour protester contre cette interdiction du parcours et le bouclage du cours des 50 otages à grand renfort de grilles anti-émeutes, une centaine de tracteurs roule jusqu'à la Place Graslin. Un groupe de paysans à pieds tente de prendre la rue Crébillon. Bloqués par les forces de l'ordre, ils repartent en tracteurs dans un convoi qui s'ébranlera de nouveau pour une ballade en ville perturbant le dispositif policier. D'autres tracteurs se garent audacieusement face aux grilles anti-émeutes, comme un défi paysan à la logistique du pouvoir. La foule arrive à la place du Commerce et se heurte au dispositif qui condamne le boulevard des 50 otages. Au même moment, les tracteurs de tête de cortège s'engagent sur le pont Haudaudine, afin d'assurer le passage de la tête de la manif vers l'île de Nantes.

Surprise ! Une partie du cortège traversera ainsi les symboles sacrés de la métropole Nantaise : tribunal, carrousel du monde marin, mémorial de l'abolition de l'esclavage... La préfecture, qui croyait voir la manif s'arrêter docilement square Daviaï, est confrontée à une forme inédite de *manif sauvage de masse* : une foule, derrière la banderole officielle de tête, déambule sans autorisation dans des rues imprévisibles. Affrontements à commerce, manif sauvage sur l'île Beaulieu, rassemblement square Daviaï, et toujours cette foule sur le départ pont Morand... La préfecture ne sait plus où donner de la tête, pour notre plus grande joie.

En effet, au même moment, face aux grilles anti-émeute, l'affrontement inévitable fait rage. Les souvenirs encore vifs des maisons détruites, des amis blessés et emprisonnés alimentent la rage. Pavés, feux d'artifices, fusées de détresse, tentative audacieuse d'arracher les grilles au grappin. Une partie du cortège évite le point de cristallisation pour rejoindre directement le square Daviaï, une autre met un point d'honneur à continuer de passer devant les grilles. L'affrontement s'intensifie, les tracteurs quittent les grilles. Une colonne de fumée noire s'élève, les amendes de la TAN brûlent pour le plus grand plaisir des fraudeurs, des pauvres et des sans papiers à qui les contrôleurs font la chasse...

Un mouvement hétérogène et offensif

En dépit de la violence des affrontements contre les forces de l'ordre, pas de dispersion de la manifestation, pas de dissociation. En occupant un espace ouvert et très étalé, la foule hétérogène, à l'image du mouvement, crée une multitude d'ambiances, de lieux, de présences. Personne n'est acculé à l'affrontement, pris au piège du dispositif. Il y a de la place pour toutes les pratiques qui font le mouvement. Square Daviais, ça boit des coups au tracto-bar en écoutant les prises de paroles, ça débat avec fougue de ce qui se passe. Certains creusent un début de mare de compensation. Ailleurs, dans une ruelle, une bande de jeunes



gavroches nantais, érige une barricade digne de celles de la D281. Sur un boulevard un peu plus loin, quelques types avec bonnets rouges jettent des bouteilles sur les flics. A commerce, à quelques dizaine de mètres du front principal, une foule démasquée, présente et pas simplement spectatrice, reste au près... Comme pour appuyer l'affrontement par sa présence, ses cris, sa vigilance. A aucun moment un mouvement de panique ne vide le point de cristallisation, laissant quelques encagoulés seuls face aux grilles. Les tracteurs battent retraite avec lenteur, reculant mètre par mètre sur les voies de trams au fil de l'affrontement, participant par ce geste fort des multiples formes de solidarités pratiques avec les émeutiers.

Cela rappelle étrangement les scènes vécues à la forêt de Rohanne les 23-24 novembre lors de l'opération César. Des pacifistes qui bloquent les machines, des rondes enjouées devant les lignes de gendarmes, des cocktails molotovs qui volent vers les gendarmes mobiles, et des gens qui pique-niquent paisiblement sur le champ adjacent où qui chantent en cœur « *un flic une balle un CRS une rafale !* ». Une résistance multiforme, diffuse et hétérogène. Des pratiques diverses, voire parfois antagonistes en apparence, qui débordent le pouvoir par leur imbrication. Des individus et des groupes très différents inextricablement agrégés dans une foule anonyme et imprévisible. Une manière d'être ensemble, différents mais soudés et déterminés.

Le 24 mars 2012, lors de la dernière manifestation du mouvement à Nantes, à peine quelques pavés avaient-ils été arrachés pour y planter des arbres que la tentative d'occupation du cours des 50 otages avait tourné court. Appel à la dispersion des institutionnels, départ précipité des tracteurs... Entre temps, le mouvement a partagé des moments intenses autour de l'autodéfense du bocage. Cela a bouleversé son rapport à la police, à la violence, à l'illégalisme. Ici résonne comme jamais le cri poussé par les No Tav par de-là les alpes : « *Una lotta tutti modi* ». Le mouvement a pris acte de la puissance qui émane de la diversité de ses pratiques, de ses tactiques, de ses positionnements politiques.



Après une si folle journée, pas étonnant que le pouvoir contre-attaque par l'une de ses armes favorites : la presse. Valls pointe « *l'ultra-gauche* », « *les autonomes* », d'autres accusent « *les zadistes* » d'être les seuls et uniques responsables des dégradations et des affrontements. Les journalistes, conformément, à leur imaginaire xénophobe désignent bien sûr des manifestants « *venus de l'étranger* ». Mais personne n'est dupe de la portée éminemment collective des actes posés pendant cette journée. Beaucoup se réjouissent et rigolent de voir les machines de Vinci en flamme. Certains dansent même devant la foreuse incandescente !

Le vrai danger pour le pouvoir, ce n'est pas quelques groupuscules organisés pour l'affrontement, la casse ou le sabotage... Le vrai danger pour le pouvoir c'est le fait que ces actes soit partagés, réappropriés et portés par un mouvement collectif qui dépasse de loin les petits milieux « *radicaux* », « *autonomes* », « *anarchistes* », « *anticapitalistes* ». Si le discours dominant cherche à circonscrire l'expression de la colère à quelques groupuscules radicaux, à des *figures de l'ennemi intérieur*, c'est pour mieux nier la puissance subversive des foules capables de faire tomber des régimes politiques, de bouleverser radicalement l'ordre du monde.

Ce qui menace le pouvoir ce n'est pas tant le million d'euros de dégâts infligés, qui viennent s'ajouter à la facture salée de l'opération César, de l'occupation militaire, de la communication pro-aéroport... Au delà des logiques comptables qui lui sont pourtant si chères, ce qui le menace véritablement, c'est que les actions directes contre ses infrastructures et les attaques contre sa police soient partagées et comprises par une foule grandissante. Ce qui menace le pouvoir c'est que le mouvement n'a pas « *deux visages* » mais des milliers, singuliers, uniques, avec ou sans masques. L'action directe, la violence, l'illégalisme n'émergent pas exclusivement de ses « *marges* ».

Le communiqué signé des organisateurs de la manifestation le soir même affirme que la manifestation est « *un succès* » et qu'il est somme toute normal que la « *colère s'exprime* ». L'absence de dissociation claire et immédiate de la frange institutionnelle du mouvement témoigne des liens, des amitiés et des complicités qui se sont tissés par de-là les désaccords politiques et stratégiques qui traversent la lutte. Se côtoyer au quotidien, sur un territoire, cela permet de sortir des figures convenues du « *black bloc* » ou du « *citoyenniste* », pour découvrir des existences hybrides, des passerelles improbables. *Paysan casseur, squatteurs citoyens, triton pyromane*, et bien d'autres encore... Au point qu'il est devenu impossible de savoir si c'est « *l'opposition institutionnelle* » qui est, malgré elle, « *la vitrine légale d'un mouvement armé* », pour reprendre les mots de la Préfecture, ou si ce sont les « *autonomes* » constituent une branche clandestine inconsciente de l'ACIPA !

Alors bien sûr, les Verts nous jettent l'opprobre, la Conf' appelle à des arrestations préventives, et passé le moment d'euphorie et une fois installée la gueule de bois médiatique, les dissociations se multiplient. Mais cela ne doit pas nous inciter à rompre l'unité du mouvement sur le terrain, ni à refuser de continuer à nous organiser avec une partie de ceux qui aujourd'hui nous « *condamnent* » presque unanimement. Ce n'est ni la première ni la dernière fois que la frange institutionnelle du mouvement se dissocie de formes d'actions directes portées par d'autres composantes. Au contraire, c'est plutôt la première fois que la « *condamnation* » n'est pas immédiate. Et nous n'aurions pu contribuer à construire une situation subversive comme celle du 22 Février sans la participation active de toutes les composantes de la lutte. Un mouvement social se construit dans la durée, et avec des complices inattendus...



Avant l'opération César, l'autodéfense du bocage par tous les moyens, était loin d'être une évidence partagée dans le mouvement... Aujourd'hui, elle l'est devenue ! Cette manifestation à caractère émeutier met au jour des désaccords au sein d'un mouvement qui peine à dessiner autour de *l'offensive au coeur de la métropole* le même consensus qu'autour de *l'autodéfense territoriale*, mais qui peut dire ce qu'il en sera demain ? Si cette journée a donné lieu à de vigoureux débats en assemblée, ceux-ci ne remettront pas en cause nos liens, au contraire ils nous permettront d'approfondir nos positions, d'explorer nos désaccords, de confronter nos points de vue, de continuer d'élaborer progressivement un commun.

Ce qui s'est passé le 22 Février est un avertissement supplémentaire au pouvoir. Si Vinci vient entamer les travaux sur la zone, le rapport de force ne se limitera pas à 2000 hectares de bocage. Actions décentralisées dans toute la France, occupations de lieux de pouvoir, blocage des axes stratégiques de la région, nouvelle émeute à Nantes ? Alain Musetière, de l'asso pro aéroport « *des ailes pour l'ouest* », dénonce « *une situation insurrectionnelle* », « *une zone de non droit* ». De notre côté cette irruption éphémère du « *kyste* » au cœur de Nantes nous laisse percevoir avec joie la perspective de véritables situations insurrectionnelles à venir et la possibilité d'une multiplication des zones de non droit jusqu'à l'émiettement total de la maîtrise du territoire par le pouvoir...

Ce qui s'est passé ce 22 Février dépasse largement la question de l'aéroport : les affrontements avec la police font écho aux échauffourées des Dervallières (banlieue nantaise), la destruction des machines de chantier Vinci ayant réduit à néant le square Mercoeur pour y construire un centre commercial rappelle l'occupation de la place Taksim, les incendies de la TAN font songer aux émeutes pour les transports gratuits et contre le mondial de foot, au Brésil.

Ce 22 Février nous avons pris d'assaut la métropole, attaqué ses dispositifs et perturbé ses flux. Un jour proche nous recommencerons...

D'ici là, qu'ils viennent s'ils l'osent ! Nous les attendons de pied ferme... Ce bocage ingouvernable et cette lutte multiforme ont encore de beaux jours devant eux !

Un spécimen de la faune sauvage....

Nantes, 22 février, la manif régénère

Les services de nettoyage de la ville de Nantes ne parviendront pas, cette fois ci, à effacer tous les stigmates de la manifestation sous la normalité jaunâtre de leur peinture anti-tag. Car les traces les plus tenaces ne sont pas à chercher sur les murs du centre ou sous les pavés du tram, mais bien dans les esprits. Ce sont les chaires de la métropole qui ont été touchées à vif par les dizaines de milliers de manifestants présents ce jour-là. Non pas par le soi-disant « saccage » du centre-ville (rien de comparable par exemple avec la mise à sac des cabanes et maisons régulièrement rasées sur la ZAD), mais par la détermination à venir porter au cœur même de la métropole une opposition, y compris physique, à ses logiques d'expansion.

C'est que la manif de samedi était peut-être moins une manif contre l'aéroport de Notre Dame des Landes qu'une manif pour la ZAD. La ZAD particulière du bocage nantais, son « grand projet inutile et nuisible », ses agriculteurs-squatteurs et ses squatteurs-agriculteurs, mais aussi la ZAD comme cri de ralliement, celle de « ZAD partout », celle qui clame « on ne se laissera pas aménager ! on ne se laissera pas gouverner » et qui prend au mot cette proclamation. Comment expliquer autrement que 50 000 personnes convergent de toute la France (et de l'étranger aussi si l'on en croit les communiqués du ministère de l'Intérieur) pour s'opposer à un projet qui, dans l'ordre de grandeur de l'inutilité et de la nuisance, n'est somme toute qu'un minable petit caprice de roitelets provinciaux ? Qu'on compare, par exemple, avec le projet de centre d'enfouissement de Bure. L'État français projette en effet d'y engloutir, sous des dizaines de milliards d'euros, non pas ses déchets nucléaires – dont on ne se débarrassera vraiment que dans quelques millions d'années, si on arrête maintenant –, mais le problème politique des déchets nucléaires... L'on comprendra alors que le record de participation historique de cette journée ne tient pas au seul déploiement d'un argumentaire implacable sur le plan économique comme sur le plan écologique contre le déplacement de Nantes Atlantique. Si autant de manifestants sont venus ce 22 février c'est pour bien plus que la simple défense des grands Capricornes ou l'optimisation de l'aéroport existant. D'ailleurs nous n'étions pas ce samedi, comme le relaient les journalistes qui croient que compter est une affaire de ratio par mètre carré, « de 20 000 à 50 000 personnes » ; nous n'étions pas non plus, comme le relaient les journalistes qui savent pertinemment que ce qui compte est politique, « 2 manifestations », une pacifiste et une émeutière. Nous étions un seul et même triton géant qui a pour un instant étreint la ville, nous étions des centaines de petits groupes venus ensemble et qui bougeaient ensemble, nous étions une armada de tracteurs, nous étions tous ceux qui étaient de cœur avec nous, nous étions la vallée de Suse et la place Taksim ! Et encore, c'est sans compter les manifestants qui défilaient sur les trottoirs...

Le jour même où une insurrection renverse à nouveau un gouvernement, à nouveau en disputant une place et les rues alentours à la police, à nouveau aux portes de l'Europe, la manifestation a pris des airs d'occupation, avec son départ qui se confondait avec son arrivée, son campement roulant, et ses barricades. Comme si cette fois il s'agissait moins de se montrer, de démontrer, que de prendre la ville. Car le préfet avait annoncé qu'il mettrait Nantes en état de siège et, oui, nous avons assumé collectivement notre rôle d'assiégeant. Nous l'avons assumé comme nous assumerons demain la résistance face aux machines. Ce n'est pas le black bloc européen qui est venu à Nantes ce samedi 22 février, c'est simplement l'expression d'un conflit ouvert avec le monde de la métropole. Si nous gagnons nos batailles depuis deux ans, sur la ZAD comme à Nantes c'est parce que les autorités croient avoir face à eux une armée, et qu'elles se trompent. Elles ont opté pour une tactique de contention, un peu déboussolée manifestement par le fait que les organisateurs ne jouent pas le jeu « républicain » de la négociation du parcours. Il faut croire que pour la préfecture, il existe bien un lien entre le refus d'un projet d'aéroport et la fragilité des vitrines de luxe du centre-ville : par tous les moyens, les artères commerçantes devaient rester inaccessibles aux manifestants, quitte à leur interdire pour la première fois de l'histoire nantaise le passage sur le cours des 50 otages, quitte à exhiber l'attirail que la France est si fière de partager (parfois de fournir) avec les forces d'occupations du monde entier, colons israéliens en tête. Canons à eau, grilles, armures, LBD40, grenades lacrymogènes, assourdissantes, de désencerclement : un déploiement aussi explicite de ce en quoi consiste en dernier ressort la gestion des populations ne peut que provoquer et attiser une haine et un mépris qui n'ont pas manqué de se répandre dans tout le cortège, jusqu'au plus fervent pacifiste. Il faut dire aussi que les images de la répression – par les mêmes armes, les mêmes figurines articulées, les mêmes techniques de maintien de l'ordre – des soulèvements mondiaux depuis 2011 sont dans tous les esprits, et que bon nombre de manifestants avaient

déjà tenu tête victorieusement à la version rurale du même dispositif durant les mois d'octobre et novembre 2012 sur la ZAD. Tout le monde a pu constater, alors comme samedi, que la police n'hésite pas à mutiler pour faire respecter l'ordre – les tribunaux se chargeant ensuite de confirmer que, oui, ça fait partie de son travail.

Qui a attaqué le premier ? Les flics en balançant, façon provocation, leurs gaz dans la foule ? Des manifestants qui voulaient au moins tenter de tenir le parcours interdit par la préfecture ? Les flics, par leur simple présence résolument hostile ? Les manifestants, en s'en prenant à des locaux de police ou de Vinci ? Les flics, depuis ce 16 octobre 2012 où ils sont venus raser les habitations des occupants de la ZAD ? La question n'a pas tellement de sens. L'existence même d'un corps armé présuppose et implique un affrontement : l'exercice de la force est la raison d'être de la police et qu'on lui réponde ou pas sur ce terrain-là, l'affrontement est toujours latent. La manifestation aurait bien pu être la plus pacifique possible, s'arrêter au feu rouge pour ne pas gêner les voitures et éviter de faire trop de bruit pour ne pas déranger les riverains, il y aurait tout de même eu affrontement ; simplement, il eût été plus facile de l'ignorer. La question qui se pose alors est stratégique : faut-il répondre sur le terrain de la force, et jusqu'à quel point ? Question qui ne trouve jamais de réponse définitive, toujours renouvelée : s'il n'y eut personne pour trouver à redire à l'opposition physique aux expulsions de l'automne 2012 (et ce d'après des considérations qui dépassent de loin le cadre juridique de la notion de « légitime défense »), des voix issues du mouvement déplorent aujourd'hui que la manifestation ait pris cette tournure offensive. Le débat, qui se place d'emblée sur un plan pratique, peut se faire rugueux, quand les mêmes qui une poignée de minutes avant repoussaient les flics à mains nues s'agrippent maintenant avec des cagoulés qui s'en prennent à la vitrine d'une agence de voyage. Ou quand il aborde la pertinence de faire tomber les vitres d'un supermarché de la culture, ou celle d'avoir doublé les grilles anti-émeute d'une rangée de tracteurs formant ainsi un étrange service d'ordre mécanique et passif. Le débat traverse ainsi le mouvement, l'agite, le fait vivre, à l'image de l'étonnante continuité entre les différentes ambiances de la manifestation/occupation : sur quelques dizaines de mètres, sans jamais quitter l'espace tenu par les manifestants, on pouvait passer de la tribune officielle à la barricade, en passant par la cantine mobile, la chorale révolutionnaire, les spectateurs amusés (parfois dépités, il est vrai) de la ligne de front, les petites mains qui livraient les projectiles, les lacrymogénés en pleurs mais qui ne quittaient pas le terrain, etc. Cette continuité était aussi notable en matière d'équipement contre les gaz : la plupart des manifestants étaient certes démunis, mais trouvaient toujours quelqu'un pour soulager leurs yeux brûlants avec du sérum physiologique, d'autres étaient équipés de bouteilles de maalox – médicament pour l'estomac efficace pour protéger la peau des effets irritants –, de lunettes de plongée ou, pour quelques-uns, de masques à gaz. La présence de ces derniers ustensiles a alimenté la thèse journalistico-policrière du black bloc, mais s'ils donnent effectivement un petit air inquiétant, à mi-chemin entre l'alien et le militaire, leur usage était devenu assez courant lors des heurts de l'automne 2012 : on crache ses poumons une fois, deux fois, et la fois suivante on revient équipé.

Tout cela formait une foule mobile qui suivait le flux et le reflux des gaz et du champ d'action des canons à eau, le tout dans une ambiance particulièrement décontractée alors qu'explosaient à quelques mètres grenades assourdissantes et mortier d'artifice. Si toutes ces formes ont pu cohabiter pendant plusieurs heures dans le centre de Nantes comme un an et demi avant dans la forêt de Rohane, c'est parce que le conflit s'est étendu. Ce qui fragilisait le dispositif à cet instant ce n'était pas tant les 1000 black blocs imaginaires de Valls s'acharnant sur les grilles mais bien les milliers de manifestants qui par leur simple présence empêchaient toute manœuvre conséquente des forces de l'ordre, et les milliers d'autres qui attiraient l'attention du préfet sur l'île de Nantes, forçant eux-même au passage un barrage policier, tracteurs en tête. Les atterrissements de l'hélicoptère pendant ce temps suspendu en sont la preuve. Tous ceux qui sont restés massés par centaines devant l'affrontement ont participé à égale mesure avec les lanceurs de pavé à ce que certain tentent d'appeler le saccage du centre-ville.

L'accord tacite trouvé au sein de la manif semblait tenir en ces termes, si l'on s'en tient à une première observation empirique : va pour laisser cours à une certaine rage et une certaine détermination, pourvu que ça reste ciblé contre les porteurs du projet d'aéroport, et que ça ne mette pas trop le cortège en danger. Ainsi, les grappins qui arrachèrent une partie de la grille qui bloquait l'accès au cours des 50 otages ont été acclamés, tandis qu'il paraissait plus compliqué de faire accepter le mobilier urbain de Nantes Métropole et les agences de promotion du tourisme dans la catégorie des complices d'AGO (et pourtant...). Reste que journalistes et autorités locales sont bien en peine d'exhiber d'innocentes victimes des hordes sauvages censées avoir saccagé la ville. On a même pu lire dans la presse locale le témoignage d'un commerçant

traumatisé... par les gaz lacrymogènes et les canons à eau qui ont inondé sa boutique, mais tourné de telle façon qu'il semblait remercier les CRS d'être venu le secourir ! Et ne parlons pas des crapuleuses tentatives de faire passer le manifestant qui a perdu un œil pour une victime de la casse, alors qu'il ne fait aucun doute que le policier qui a tiré l'a délibérément visé à la tête. Force est de constater que les « vandales » en avaient principalement après les flics, Vinci, et Nantes Métropole.

Il y a certes bien quelque chose qui a débordé dans cette manif, quelque chose qui déborde en permanence dans ce mouvement. Ça déborde, d'abord, de la stricte défense de quelques parcelles de bocage pour s'attaquer, au moins, aux logiques d'aménagement du territoire. Ça déborde, aussi, du strict cadre du recours légal pour s'opposer physiquement sur le terrain à l'exécution des décisions de justice. Ça déborde, surtout, quand les différentes composantes de la lutte ne restent pas cantonnées dans leur pré-carré : les radicaux, les citoyens, les paysans, les écolos, etc. Et ça a débordé, samedi, du parcours imposé par la préfecture, de la bienséance exigée de la part des manifestants, de la mise en scène symbolique. C'est parce que ça déborde que cette lutte est forte, et les politiciens du mouvement prompts à regretter que la police n'ait pas fait son travail et à stigmatiser les « casseurs-qui-décrédibilisent-le-mouvement » dévoilent clairement leur jeu : s'il y a quelque chose que le débordement décrédibilise, c'est certainement leur petit calcul électoraliste – il faut toujours caresser l'électeur dans le sens sécuritaire du poil. Combien leur faut-il de blessés, combien leur faut-il de mois de prison ferme pour estimer que la police a fait son travail ? À ce petit jeu, ils finiront vite par tout perdre, hébétés comme ils sont par tant de mépris contre ceux qu'ils prétendent pourtant défendre et par tant de suffisance face à ceux qu'ils croient représenter. Les amateurs de théories conspirationnistes, qui aiment tellement justifier leur impuissance en se racontant que quoi qu'il se passe, c'est toujours l'Etat omnipotent (ou les illuminati) qui tire les ficelles, devraient méditer sur cette proposition : et si les forces de police avaient délibérément choisi de ne pas faire d'arrestation pour ne pas qu'on se rende compte que les soi-disant « black blocs » ne sont pas ces « professionnels de l'émeute » parachutés sur Nantes par on ne sait quelle organisation secrète, mais des opposants comme les autres, ceux qu'on croise dans les réunions de comité locaux, ceux qui ont affrétés des bus, ceux qui habitent, cultivent et défendent la ZAD ?

Les médias, jamais à court de formule creuse, postillonne partout que la manifestation contre l'aéroport a dégénéré. C'est bien pourtant l'esprit même des premières manifestations du XIXe et du début du XXe siècle – avant que le gouvernement ne se décide à réglementer ce qui jusqu'alors s'appelait indistinctement « manifestation » ou « émeute » – qui a animé celle de ce samedi, et pas seulement pour les images de barricade de pavés. Le peuple prend la rue, y déverse sa colère, la défend face aux flics : voilà ce qu'est une manifestation non-dégénérée par plus d'un siècle d'encadrement réglementaire et de négociation de parcours en préfecture. Et voilà bien la meilleure, si ce n'est la seule, façon de faire vaciller le gouvernement ; à Kiev comme à Nantes.

*Des opposants au projet d'aéroport et partisans de la ZAD.
Cosignataires : Amis de l'Égalité*



Alors que tout semble si calme...

Pourquoi nous avons bloqué la 4 voies.

Ce matin nous bloquons la voie rapide St-Nazaire-Nantes. Aujourd'hui, le 24 septembre 2014, la famille Herbin, habitante du village du Liminbout sur la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes, a été convoquée au tribunal de St Nazaire en vue de leur procès en expulsion.

Chaque avancée du projet, chaque attaque contre le mouvement de lutte (travaux, procès, etc.), amènera une riposte immédiate. Tout ce que nous avons obtenu jusqu'à présent, de l'échec fracassant de l'opération César jusqu'à la suspension des travaux, l'a été par une détermination commune dans la lutte et une diversité tactique. Toutes ces victoires ont aussi été possibles grâce aux actions de solidarité de partout en France. A notre tour d'être présent au côté des différentes luttes.

L'espace et la force politique autonome acquise par la ZAD ont vocation d'inspirer et renforcer la révolte de celles et ceux qui ne rentrent pas dans le rang. Ainsi, nous appuyons matériellement et moralement les personnes sans papier de Nantes qui, après avoir été expulsé de leur lieu de vie cet été, s'organisent pour occuper à nouveau depuis peu. A Calais, face à la police et aux expulsions à répétition, les migrants se regroupent. Sans papiers ni aéroport, la ZAD se veut terre d'asile.

Nous sommes de tout cœur avec les travailleurs de la SEITA de Carquefou, qui en renouant avec des pratiques offensives (destruction de stocks, occupation d'usine, séquestration) donnent confiance à tous ceux qui se sentent réduits à l'impuissance par les partis politiques et les centrales syndicales.

En Picardie, les paysans opposés au projet de la ferme-usine des 1000 vaches ont affirmé leur position en bloquant plusieurs jours l'arrivée des laitières.

A Bure, contre le centre d'enfouissement de déchets nucléaires, la lutte continue sur le terrain, et une campagne d'action, Bure 365, est lancée.

Sur la ZAD du Testet se joue un moment décisif pour les opposants aux 16 barrages. Par notre action, nous souhaitons faire parvenir le souffle chaleureux de Notre-Dame-Des-Landes à cette lutte qui traverse un tournant.

Ces derniers jours, l'assemblée nationale a voté une énième loi antiterroriste. Instrumentalisant le battage médiatique autour des djihadistes, cette loi vise en fait à étouffer toute forme d'opposition conséquente à l'ordre établi. Elle est en réalité un aveu de faiblesse : il suffit d'une étincelle pour que Valls le gouvernement, et le monde qu'il défend.

*les Flambeurs de la rocade
les DDE (Déterminés à Défaire l'Etat)
a Mess for the West*



Tenir la police en respect, par tous les moyens nécessaires

...une liste de fournisseurs des forces de l'ordre

Depuis la mort de Rémi Fraisse, tué par la police aux abords des grilles du chantier du barrage de Sivens, une vague traverse le pays. Elle n'a rien d'inédit. C'est un air connu, qui a déjà fait trembler les murs de nombreuses métropoles à travers le monde, de Villiers-le-Bel à Ferguson. Ce mouvement, de manif en blocages, d'assemblées en occupations de place, entend résister à l'existence que la police nous impose. Il met à mal la capacité de l'Etat à répondre à tout ce qui lui échappe par la terreur – d'être arbitrairement tué, mutilé, enfermé.

Confirmant, comme l'a déclaré Cazeneuve que ce décès n'était « pas d'une bavure », mais bien le fonctionnement normal des forces de l'ordre, la police a continué à blesser au flashball, à la grenade, à la matraque. Ces dernières semaines, une répression intense a frappé ceux qui s'organisent pour la tenir en respect et établir un rapport de force en sa défaveur dans les quartiers, dans les luttes.

De nombreux rassemblements ont été interdits, les arrestations préventives ont été massives, systématiques : on ne compte plus les procès pour port d'opinel. En parallèle, une opération de storytelling, agitant l'imaginaire du casseur-extrémiste-black-blocs, visait à susciter la peur envers nous, et la division entre nous.

Malgré ce discours régurgité quotidiennement à travers les médias, malgré le déploiement considérable des forces de l'ordre, nous étions chaque fois plus nombreux et divers à tenir la rue, qu'on cherchait à nous interdire. Dans ce mouvement naissant, de nouvelles formes ont émergé : on a vu naître des Zad sur les places de certains centres-ville, on a vu des manifestant faire reculer la police en avançant les mains en l'air, on a vu plusieurs gendarmeries cadennassées... En permettant à davantage de personnes de s'organiser et d'agir en commun, elles ont fait reculer un eu plus le besoin de police.

Ce besoin de police, incarné aussi bien par l'extrême-droite que par Manuel Valls, a été battu en brèche en certain lieux. Des territoires où les habitants gagnent de haute lutte une existence politique, reprennent leur destin en main, rendant ainsi la police inutile, se sont multipliés. Ils défont l'éternelle menace selon laquelle sans pouvoir, viendrait le chaos. Ils sont une des lignes de force pour prolonger ce qui a été vécu dans la rue le mois dernier.

La seconde perspective consistera à perturber ou paralyser la logistique qui fait fonctionner la machine policière.

Le 3 décembre dernier à Pont-de-Buis, à l'appel du Comité 29 contre la répression a eu lieu un blocage de l'usine Nobelsport (fabricant de flashball). Ambiance joyeuse de piquet de grève, grilles arrachées, barbecue et assemblée. A Paris le lendemain, les locaux de l'entreprise Alsetex (fabricant de grenades offensives et lacrymogènes) étaient redécorés du portrait de tout ceux que l'entreprise avait contribué à blesser ou tuer.

Ces actions témoignent d'une conscience nouvelle dans le mouvement : que le pouvoir ne s'incarne pas seulement dans le corps des agents de l'ordre, mais qu'il se déploie à travers un dense maillage d'infrastructures : usines de munitions, centres de recrutement, fournisseurs, etc. Ce sont ces infrastructures que nous entendons mettre en lumière, par cette liste.

Nous faisons un double pari en la publiant. Tout d'abord, qu'elle inspirera des gestes originaux, permettant à tous et à toutes d'agir avec ses moyens et ses amitiés, hors des cadres délimités. Mais aussi qu'en ce propageant, ces actions tendent à pousser la police sur la défensive, plutôt qu'à quadriller les territoires, écraser les luttes.

Nous faisons ce pari stratégique car nous nous trouvons à un tournant. Soit, les manif de ces dernières semaines s'éteignent peu à peu, soit quelque chose d'autre advient. Se laisser écraser dans le silence, la peur, et la résignation, signifie laisser pour longtemps toute marge de manœuvre à l'Etat, et ouvre le champ à tous ceux qui le souhaitent plus écrasant et réactionnaire encore.

Jack Attalist & le Zad Think Tank

Lettre aux amis de Sivens

Depuis Notre-Dame-des-Landes

C'est une chose de croire que les ZAD qui prolifèrent partout en France depuis plusieurs mois s'opposent à des projets d'infrastructures plus ou moins importants et plus ou moins publics. C'en est une autre de constater que derrière chaque ZAD se trame un conflit plus profond lié à la question du territoire et de son usage. Depuis plusieurs mois maintenant nous entendons parler ici à Notre-Dame-des-Landes des difficultés que rencontrent les ZAD de Sivens et Roybon avec une partie des riverains qui les environne. Dans chacun de ces cas, deux idées du monde semblent se faire front. Une qui s'expérimente chaque jour à travers une lutte d'occupation d'un espace destiné à la destruction, et qui par conséquent le repeuple, le cultive, l'habite et le transforme, et une autre qui cherche, au nom de l'emploi ou de la tranquillité, à préserver et approfondir la marche forcée du monde vers le contrôle, l'aseptisation et l'aménagement du territoire.

« Dégage !.. on aménage » titrait le premier récit de la lutte à Notre-Dame-des-Landes, il pointait par son titre l'affligeant constat de ce que l'aménagement du territoire détruit comme rapport au monde. Les fermes deviennent des exploitations agricoles, les bocages deviennent des aéroports, les forêts deviennent des parcs ou des center parcs, les quartiers deviennent des écoquartiers, ou des centres des congrès, et le territoire devient ce continuum de flux qui relie les métropoles

Ici à Roybon, On défend le projet de center parc pour défendre avant toute chose le développement de quelques intérêts locaux, et là à Sivens, projet de barrage ou non, c'est l'idée même d'une ZAD et de ce qu'elle vient bouleverser à laquelle quelque uns s'attaquent. Depuis le 25 octobre dernier et l'assassinat de Rémi Fraisse, la police avait besoin d'un sérieux relais pour poursuivre ses assauts contre les ZAD avant qu'elles ne contaminent toute la France.

Et la milice de la FNSEA qui sévit depuis plusieurs mois offre un boulevard aux autorités pour regagner la confiance mise à mal par les interventions macabres que nous connaissons. À Sivens comme à Roybon, les tueurs de zadistes deviennent les arbitres d'un conflit de territoire, en quelque sorte les casques bleus des nouvelles formes de lutte. Arbitres dans le discours et complices sur le terrain de tout ce qui peut d'une manière ou d'une autre assécher les ZAD, et en premier lieu en bloquant leurs accès.

Aussi, ce qui se passe depuis plusieurs semaines sur la ZAD du Testet, atteste suffisamment de ce virage stratégique, prémédité ou non, dans l'offensive menée contre ces luttes. Et ce qui menace une ZAD sur ce plan, menace nécessairement les autres ZAD.

A Notre-Dame-des-Landes, depuis la fin de l'opération CESAR à l'automne 2012, nous faisons régulièrement face à des attaques en tous genres, menées sur différents fronts par les partisans du projet : manif d'ouvriers payés par les patrons du bâtiment pour descendre dans la rue, incendies de cabanes ou de véhicules, menaces de mort, tabassages, les exemples ne manquent pas.

Pourtant, rien ne semble avoir atteint le niveau de violence de Sivens ou de Roybon. Les liens tissés ces dernières années avec les paysans et les habitants de la région offre le plus précieux rempart à ce type d'hostilité. Plus insistant en revanche sont les mouvements orchestrés par AGO Vinci avec une partie du monde agricole. Une nouvelle bataille, encore peu médiatisée, se mène entre des occupants de la ZAD et des paysans en lutte contre les exploitants qui sentent le vent tourner et commencent à se projeter sur les 1200 ha de terres agricoles que contient la zone. Pour l'heure chacun d'eux tente de jouer sa partition et aucun mouvement commun ne semble se profiler malgré les perches tendues par AGO. Car ici aussi, quand ils ne sont pas entrain de jeter des ragondins sur la préfecture, les agriculteurs de la FNSEA mettent tout en œuvre pour agrandir leurs exploitations. Ici aussi les fermes disparaissent une à une depuis plus de 50 ans, ici aussi devenir paysan ou cultiver des terres est devenu un calvaire.

Aussi, ce qui fait rage en ce moment au Testet n'est que le triste visage de ce qui nous menace ici en cas d'abandon du projet, une double offensive menée par les autorités accompagnées par tous les

conservateurs de la région.

Bon, que la FNSEA voit d'un mauvais œil la prolifération des ZAD n'a rien d'étonnant, qu'elle devienne la principale courroie de transmission des mesquineries du pouvoir laisse en revanche quelques sueurs froides. Ce n'est plus seulement des grenades et des flashballs dont il faut se méfier, c'est aussi des milices qui agissent sans mesure sous l'œil bienveillant des gendarmes.

Car si ces derniers ont une marge de manœuvre relativement réduite depuis la mort de Rémi Fraisse, rien ne les empêche de fermer les yeux quand certains énervés de la FDSEA tabassent des opposants au barrage, mettent le feu à leurs cabanes ou détruisent leurs véhicules.

Ils apparaîtrons toujours comme ceux qui viennent défendre la neutralité si rassurante et pourtant si mensongère de la république en s'interposant entre « deux extrêmes ».

En réalité, ce que supervisent les flics entre les opposants au barrage et les opposant à la zad, c'est la symétrie du conflit frontal qu'ils ne peuvent plus assumer sans prendre le risque de tuer.

Ce vendredi 6 mars 2015 sonnera comme un coup de massue sur le mouvement des ZAD. Le même coup a le 16 octobre 2012, produit le même effet sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Après quelques heures d'intervention le préfet annonçait la fin de l'opération et le contrôle de la Zone. Un mois après, pourtant, nous étions 40000 à reconstruire les cabanes, et à tenir en échec l'une des plus grosses opérations policières de ces dernières années. Notre force fut de déplacer les termes du conflit, de le rendre asymétrique.

Nous relayons les appels venant du Testet à organiser des rassemblements de solidarité partout où c'est possible, à mener des actions contre les préfectures, la FNSEA, et le PS.

Nous pensons avant tout aux amis en garde à vue ce soir, et sommes de tout cœur auprès d'eux.

Quelques occupants de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.



Monsieur Alain Michelin,
Président de l'association « Du bordel pour l'Ouest »
Siège social : ZAD, bocage de Notre-Dame-des-Landes.

A l'adresse des chefs d'entreprises dans
le secteur de l'ingénierie écologique

Objet : Avertissement relatif à l'appel d'offre (n° 14-134622) concernant le « *suivi des mesures compensatoires relatives à la restauration des fonctions liées aux zones humides* ».

Madame, Monsieur,

Vous êtes susceptibles de répondre à un appel d'offre concernant le suivi des mesures compensatoires pour la déserte routière du futur Aéroport Grand Ouest. Le maître d'ouvrage du barreau routier censé relier les 4 voies Nantes-St-Nazaire et Nantes-Rennes, est la DREAL. Le prestataire désigné commencera le travail à partir du 5 décembre 2014 pour une durée de 36 mois.

Si nous vous faisons parvenir ce courrier, c'est dans la louable intention de vous mettre en garde des risques encourus par l'entreprise qui décrochera ce marché. Vous ignorez peut-être les pertes dont les autres entreprises liées à ce projet furent précédemment l'objet. Celles qui ont travaillé sur le terrain, à la ZAD, furent confrontées à de multiples interruptions de travail, dégradations, harcèlements téléphoniques.

Les pertes et dégâts matériels infligés sont à anticiper car ils ont de graves conséquences économiques et ne se limitent pas au périmètre de la ZAD. Chaque local, siège social, où qu'il soit, est une cible potentielle. Sans parler de la mise à mal de l'image de marque des entreprises concernées. Certaines ont renoncé à leur contrat. Les travaux sur place sont au point mort.

Nous tenions donc avant le 5 décembre 2014, à avertir toute entreprise susceptible de répondre à l'appel d'offre de certains précédents notables qui sont lourds de conséquences. Nous joignons à ce courrier deux documents que nous vous invitons à lire très attentivement :

Le premier est intitulé « *Rappel des incidents, sabotages, délits et perturbations dont diverses entreprises liées au projet d'aéroport ont fait l'objet* ». C'est une liste qui recense les incidents par rapport aux sous-traitants sur le terrain. Le secteur de l'ingénierie écologique est en première ligne. Cette liste est non exhaustive bien sûr, elle ne répertorie pas les attaques contre Vinci ou le parti socialiste, le dossier complet est consultable sur la ZAD sous forme de bottin que nous tenons à votre entière disposition.

Le second intitulé « *Démarches à suivre pour les interventions sur le terrain* », a été dérobé à Aquabio. L'arsenal de procédures préventives qui y sont décrites n'a en rien empêché ces derniers d'essuyer de multiples incidents jusqu'à renoncer au contrat.

Par ailleurs, vous n'êtes pas sans savoir que le mouvement d'opposition au projet d'aéroport a lancé une audacieuse campagne intitulée : « Adopte un sous-traitant ». Si vous décrochez l'appel d'offre n°14-134622, vous ferez sans doute vous aussi l'objet d'un « suivi » qu'il vous faudra compenser financièrement. Par conséquent, nous ne saurions trop vous conseiller de réfléchir à deux fois avant de répondre à cet appel d'offre, l'intégrité de votre entreprise pourrait en être gravement affectée, ainsi que celle de votre assureur.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération tenace.

Alain Michelin, Président de l'association Du Bordel pour l'Ouest

Annexe I : « Rappel des incidents, sabotages, délits et perturbations dont diverses entreprises liées au projet d'aéroport ont fait l'objet »

Exercice 2009-2010

Les interventions sur le terrain sont, déjà à l'époque, très compliquées. Forages perturbés : en janvier 2009, une bonne centaine de personnes empêche la foreuse d'effectuer les premiers sondages. En avril 2009, une nouvelle action d'entrave aux forages est menée, avec « *vol de terre* », « *bris de matériel* ». Les opposants ont dispersé et mélangé les échantillons de terre prélevés par la foreuse. Les interventions des géomètres sont également perturbées : harcèlement, vol de matériel, arrachage de bornes et piquets. Idem pour les fouilles archéologiques. La société de géomètres CPA fait l'objet d'une visite nocturne.

Exercice 2011

Le travail de biotope sur le terrain gravement entravé : interruptions, salariés forcés à partir, dégradations, pneus crevés, tags, vol de matériel et de documents, harcèlement. Les études sont au final rendues impossibles par la destruction systématique des outils de mesure laissés sur place.

† 18 avril 2011 à Rezé : envahissement des locaux de biotope.

† Mai 2011 : Forages sur le site de la « future » tour de contrôle. Routes barrées, champs barricadés, 80 vaches et une centaine de personnes font barrage.

† Juin 2011 : Visite chez Fondasol. Ouest France du 7 juin nous explique : « *Dans les locaux de Fondasol, trois camions et trois engins de forage ont été vandalisés : serrures bouchées à la colle, manettes tordues, etc. Impossible, dans ces conditions, d'intervenir pour RTE. Le Réseau de transport d'électricité a mandaté Fondasol pour l'expertise des sols, à Notre-Dame-des-Landes, pour, à terme, adapter les installations électriques à l'arrivée du nouvel aéroport. Une enquête est en cours.* » Suite à cette action l'entreprise Fondasol renonce au contrat.

† 16 juillet 2011, à Meze près de Sète (34), le siège social de l'entreprise Biotope a eu ses serrures engluées et sa façade taguée "vinci bétonne, biotope cautionne, stop l'éco-labo". Dans la même rue, le pas de porte d'un des patrons fondateurs de cette boîte d'études environnementales portait l'inscription « *on t'a trouvé !* ».

† Nuit du 18 au 19 juillet 2011, en Loire atlantique, Biotope, entreprise chargée d'effectuer des relevés biologiques sur la zone concernée par le projet d'aéroport de Notre Dame Des Landes, et FIT conseil, agence immobilière sous-traitant les procédures de rachat des dernières maisons invendues sur la zone, ont été attaquées. Tags, pneus des voitures de fonction crevés, serrures collées..

† Suite à ces attaques répétées, le président de Biotope, confesse à Presse Océan dans un article daté du 21 novembre 2013 : « *l'agence a déjà été victime en 2011 d'une flambée d'intimidation. Des militants avaient pénétré dans nos locaux, volé quelques dossiers et versé du purin. J'avais même reçu à mon domicile un cercueil contenant de vieux ossements. A chaque fois, on a porté plainte. Mais ça n'avait pas été élucidé.* »

† En octobre 2011, lors de travaux de fouilles, les gendarmes et les techniciens de l'INRAP tombent nez à nez avec une bombe factice. Une « *mauvaise surprise* » commente Ouest France.

Exercice 2012- 2013

† Mai 2012 : Sabotage sur un chantier de la 4 voies, lié au projet de barreau routier.

† Mars 2013 : Des poteaux électriques de déviation de ligne installés dans le cadre du projet de barreau routier sont détruits. Les travaux sont complètement interrompus depuis.

† Printemps 2013 : Des mares de compensation sont rebouchées sur la zone.

† Juin 2013 : Campagne de forages relative au suivi du respect de la loi sur l'eau est gravement perturbée : harcèlement des employés, sabotage systématique des piézomètres. Un site de forage fût barricadé, du fumier épandu sur la parcelle à forer. Les forages sont suspendus.

† Novembre 2013 : Les locaux de biotope Nantes sont cambriolés. Presse Océan du 21 novembre 2013 précise qu'il s'agit d'un « *acte de vandalisme dont le coût financier est encore difficile à estimer. "On nous a dérobé des dossiers, des ordinateurs, des disques durs, des éléments de sauvegarde, notre serveur local, détruit du matériel scientifique..."* », énumère Frédéric Melki (Président de Biopote). *"En matériel, cela se chiffre à des dizaines de milliers d'euros. Pour les contenus, nous sommes en train de fouiller nos sauvegardes, pour estimer la perte réelle du travail perdu."* » Et le président de Biopote de poursuivre qu'il attribue ce cambriolage au mouvement de lutte contre l'aéroport « *à cause de tags retrouvés dans les bureaux : "des jeux de mot de mauvais goût, comme 'ZAD te faire foutre'".* » Et de conclure : « *Ce cambriolage est une vraie perte, et plombe le moral des salariés qui voient disparaître des jours ou des mois de travail.* »

Exercice provisoire 2014

† 16 mai 2014 : L'entreprise Chupin espaces verts, en charge de la mise en oeuvre des mesures compensatoires, a vu son dépôt tagué et ses espaces verts dégradés.

† 26 mai 2014 : Un groupe de naturalistes de la société Aquabio (sous contrat avec Vinci) ont été surpris. Il leur a été vivement conseillé de partir, ce qu'ils ont fait, à pied... Leur matériel a été volé. Suite à cet événement nous avons reçu le mail suivant de la société aquabio pour nous expliquer qu'en « *s'en prenant à nos collègues et à notre matériel, les opposants au projet se trompent de cible* ». Il n'empêche qu'ils avaient frappés juste : « *AQUABIO décide d'annuler toute intervention liée à ce projet d'aéroport.* »

† 5 décembre 2014 : votre entreprise fait l'objet d'une visite nocturne ?

Annexe II : Document interne Aquabio

DEMARCHE A SUIVRE POUR LES INTERVENTIONS TERRAIN

Préalablement à l'intervention		
Informez AGO de toutes interventions terrain (y compris celles ne nécessitant pas d'accompagnement particulier)		
Quand	Quoi	Comment
M - 3 à 6	Transmission des prévisions globales d'intervention	Via le tableau en annexe 1 A envoyer par mail
S - 6	Détail prévisionnel des interventions dites « lourdes » nécessitant de gros moyens matériels	Via les annexes 3 et annexe 4 A envoyer par mail
S - 3	Le détail des interventions prévisionnelles accompagné de la fiche détaillée de l'intervention	Via le plan en annexe 2 et le tableau annexe 3 A envoyer par mail
Chaque mercredi S - 2	Mise à jour si nécessaire du tableau des interventions prévisionnelles à 3 semaines (idem pour la fiche d'intervention détaillée) NOTA : AGO vous confirmera l'accompagnement le lundi S-1 Les forces de l'ordre vous appelleront la veille de l'intervention au plus tard pour définir le lieu et confirmer l'heure de rendez vous	Mise à jour annexe 3 et annexe 4 A envoyer par mail
Veille de l'intervention avant midi	Période d'annulation au plus tard si un accompagnement est nécessaire	02.51.83.61.23 ou via AGO (centre de planification des interventions de la gendarmerie)
Recommandations relatives au personnel intervenant		
- informer le personnel intervenant du risque d'être interpellé sur site - porter une attention particulière au choix du personnel missionné		
Pendant l'intervention		
➤ Se munir d'un document attestant l'autorisation d'intervention par le maître d'ouvrage ou le Constructeur par délégation. ➤ Eviter tout signe extérieur distinctif et privilégier des tenues d'intervention sobre. ➤ Limiter le nombre de véhicule et toujours se garer prêt à repartir ➤ Si vous soyez un attroupement, évitez le ou faites demi-tour.		
En cas de prise à parti / questionnement / scrutation trop insistants :		
	- Rester très factuel et sommaire - Ne pas porter d'avis personnel sur le projet - Ne pas provoquer son interlocuteur verbalement ou par tout geste/regard équivoque	
Appellez	☎ le 17 - Identifiez-vous comme travaillant pour le compte de la société concessionnaire « Aéroports du Grand Ouest » - Signalez que des personnes se sont montrées curieuses sur vos interventions - Donnez votre position exacte	
Informez	- En fonction des circonstances, demandez une intervention immédiate des forces de l'ordre ☎ Votre référent AGO. <i>En cas d'absence de réponse, le responsable QSS</i> - Décrivez lui la nature de l'interpellation / questionnement / scrutation - Préciser la réponse apportée par les forces de l'ordre	
En cas d'agression		
Appellez	Relever le maximum de renseignements sur les auteurs ☎ le 17 - Donnez votre position exacte - Préciser les circonstances de l'agression - Donnez le n° de tél où l'on peut vous joindre et le numéro du référent AGO	
Déposer une plainte		
Auprès de la brigade de gendarmerie la plus proche Transmettez une copie de votre dépôt de plainte à votre référent AGO sous 24 heures Renvoyer une version complétée de la fiche de déclaration des actes malveillants si nécessaire à votre référent AGO sous 24 heures		
En cas d'accident		
Appellez	Protéger les lieux, alerter puis porter secours à la victime ☎ le 18 ou 112 à partir d'un mobile	
Informez	☎ Votre référent AGO - Formalisez avec lui dans l'heure qui suit un compte-rendu factuel des événements entourant votre intervention	
Reportez		
A votre référent AGO. En cas d'absence au responsable QSS A chaque intervention et tous les 8 du mois en cours si la mission est plus longue : - Les heures travaillées pour le compte d'AGO - Le nombre d'accident (AT) avec et sans arrêt de travail et le nombre de jour d'arrêt associé Tous les autres événements non communiqués par ailleurs (dégradation, ...)		

Arrêté antipréfectoral relatif à la déportation et au puçage des tritons

Aux abords de la ZAD, des naturalistes travaillant dans le cadre du projet d'aéroport Grand Ouest, ont une fois de plus, fait l'objet d'une attaque.

Considérant qu'AGO-Vinci, en dépit des démissions de Biotope, d'Aquabio, de Chupin Espaces Verts, et de nombre de ses subalternes, sous-traite désormais le suivi des mesures compensatoires au Laboratoire Gecco de l'université d'Angers,

Attendu que cette université collabore avec AGO-VINCI dans la logique du partenariat public-privé, et envoie sur le terrain des étudiants précaires, peu informés et impréparés aux risques encourus, mais prêts à tout pour valider leur diplôme,

Eu égard à l'obstination manifeste d'AGO-Vinci, ignorant délibérément les multiples avertissements et incidents ayant émaillé la mise en œuvre des mesures compensatoires, et notamment les conseils gracieusement prodigués par l'éminent lanceur d'alerte, Alain Michelin, président de l'association « Du bordel pour l'ouest »,

Vu l'inefficacité confondante et prévisible de leur tentative de porter atteinte à la publicité du dossier, masquant les cartes, les noms des entreprises et intervenants par un maquillage maladroit, espérant ainsi naïvement duper la vigilance des opposants à l'aéroport,

Considérant que toutes les études scientifiques ne servent qu'à légitimer les intérêts économiques sous couvert de recherche et constatant que les naturalistes n'y croient pas eux mêmes ; citant des études dans leur dossier, pour ensuite les nier dans l'établissement de leurs protocoles sur le terrain,

Attendu que les tritons marbrés habitant les mares alentours semblent se porter fort bien, n'ont rien demandé à personne et se voient expulsés sans préavis de leurs habitats à grand renfort de pièges en seaux de mayonnaise, subtilement lestés de bouteilles d'eau minérale, dans un style digne d'un bricolage de maternelle,

Vu que les naturalistes au service de l'aménagement du territoire, vont même jusqu'à pucer les tritons marbrés, étendant la logique de traçabilité maniaque de nos titres de transport jusqu'au colon des batraciens qui pullulent dans nos mares,

Nous ne sommes pas surpris des derniers incidents en date, du 29 avril au matin, qui ont vu une équipe d'étudiants naturalistes d'Angers essayer une énième mésaventure : disparition mystérieuse de matériel et documents, bris de vitre et crevaisson subite et simultanée de l'intégralité des pneumatiques.

Nous nous voyons dans l'obligation de faire ce rappel : quiconque se résignant à travailler pour AGO-VINCI s'expose à de telles déconvenues. Sachez que notre implantation sur le territoire est telle, que nul ne pourra déjouer l'acuité de notre réseau de partenaires. Nous invitons donc cordialement les salariés, étudiants, précaires, à exercer leur droit de retrait, et/ou à informer nos services de toute tentative de travaux. Sachez que notre implantation sur le territoire est telle que nul ne pourra déjouer l'acuité de notre réseau de partenaires. C'est pourquoi, nous, agents de la DREAL, (Délinquance Rigolarde et Efficace contre l'Aéroport et ses Lampistes), invitons le laboratoire Gecco à méditer sur cet incident et à en tirer rapidement les conséquences avant que d'autres ne surviennent.

DREAL (Délinquance Rigolarde et Efficace contre l'Aéroport et ses Lampistes)

Pourquoi nous nous opposerons à la venue du juge des expropriations sur la zad le mardi 22 septembre

Petit déjeuner et rassemblement le 22
à partir de 7h au carrefour de la Saulce.

Le gouvernement déclare ne plus vouloir attendre les appels des recours contre le projet d'aéroport, ce qui constituerait une rupture des engagements pris en 2012 et 2014.

Il choisit de commencer par remettre la pression sur les locataires historiques de la zad en faisant venir chez eux le juge des expropriations.

Il affirme que cette démarche est une étape vers l'expulsion policière de la zad et vers le démarrage des travaux de l'aéroport.

Pour toutes ces raisons et dans ce contexte de menaces, la « visite » du juge accompagné par la police est une provocation inacceptable. Nous ne les laisserons pas faire croire à qui que ce soit que le projet d'aéroport avance. Nous nous opposerons coûte que coûte à tout ce qui menace les habitats et cultures sur la zad. Paysans, occupant.e.s, locataires, nous sommes tous.tes des habitant.e.s des qui résistent. Il n'y aura pas d'expulsion. L'aéroport ne se fera pas !

Nous appelons donc le mouvement anti-aéroport à se retrouver mardi matin pour un petit déjeuner sur la zad et pour faire barrage si nécessaire à la venue du juge et de la police. Nous nous assurerons que celle-ci ne soit pas possible.

Un rassemblement de soutien lors de l'audience en expropriation des locataires de la zad est aussi appelé par l'ACIPA et le CNCA à 14h devant le tribunal de Nantes.

A l'attention des habitants et habitantes des alentours :

Nous annonçons que certaines routes de la zad seront probablement encombrées pendant quelques heures au matin du 22. Nous organiserons les déviations nécessaires. Nous nous excusons par avance des désagréments causés à cette occasion, désagréments dont seul l'Etat et les porteurs du projet d'aéroport peuvent être considérés comme réellement fautifs.

Pont-de-Buis, octobre 2015.

On y va ensemble, on rentre ensemble.

Les douze voitures bardées de caravanes, barnums et cantines s'enfoncent dans la nuit. Il s'agit d'atteindre un champ qui surplombe le Colisée de la Douffine, sur les hauteurs de Pont-de-Buis. 15 km et 3 pannes plus loin le cortège s'arrête, la nuit est calme, il faut maintenant monter le camp.

Nous sommes le 22 au soir, au fond du Finistère, aux abords de NobelSport, principale usine d'armement de la région. Demain on marche sur l'usine pour bloquer sa production. Le défi est posé et la préfecture le relève, elle décide de nous empêcher d'approcher du site. Au même moment à 800 km de là, la famille de Rémi Fraisse, tué par les gendarmes un an plus tôt sur la zad du Testet, essuie une série d'offenses publiques et d'interdictions préfectorales. Impossible pour elle de rendre hommage à Rémi sans être accompagnée par ceux-là même qui lui ont pris la vie. Le cadre est posé, cette date anniversaire doit passer inaperçue : la police tue, le calme règne.

Vendredi 23 octobre 2015

À Pont-de-Buis, le vendredi matin, l'infoline circule. Objectif : atteindre le point de rassemblement au milieu du village. La gendarmerie a barré tous les accès à l'exception de l'entrée sud. Pendant deux heures, les manifestants contournent le dispositif pour arriver sur la place. Il est 16h, nous sommes près de 500 et, en contrebas, les canons à eau précédés par des grilles bloquent les deux ponts d'accès à l'usine.

Le piège est tendu comme un an avant dans les rues de Nantes, une grille antiémeute comme seul réceptacle à la détermination des manifestants, un écran blanc pour réduire la colère en spectacle. Dès cet instant la foule masquée et partiellement équipée pour le combat est mise face à ses propres contradictions. Subir ou choisir le lieu et le moment de l'affrontement. Tenir un point de cristallisation ou foncer la tête baissée dans un mur. Autant de questions irrésolues dans nos stratégies de lutte. Il existe des surgissements assez conséquents pour percer des dispositifs de la sorte, rien ne justifie pourtant de s'y acharner lorsqu'on est sûrs de perdre.

Une prise de parole publique de l'assemblée des blessés par la police permettra d'éviter le flottement indésiré et de charger de sens notre présence. La manif repart pour tenter sa chance ailleurs, après que le camion des bleus a été maculé d'un orange éclatant. Quelques conseils bien placés d'habitants du village nous conduisent ensuite devant une passerelle gardée par un dispositif beaucoup moins lourd. Une charge plus loin, les manifestants prennent possession de la passerelle avant de faire demi-tour. Un extincteur rempli de peinture pour inonder les visières des gendarmes, quelques pierres pour accompagner leur retraite et nous étions presque de l'autre côté de la rivière. Mais l'enjeu au fond n'était pas là. Notre but n'était pas de nous introduire dans l'usine, il nous reste à découvrir les gestes qui permettraient d'y faire autre chose que précipiter la catastrophe. Notre objectif était de la rendre visible et de bloquer sa production, ce qui était le cas ce vendredi.

A la veille de deux jours de discussions et d'action il fallait éprouver une certaine intelligence collective. Le slogan no tav « si parte, si torna, insieme » (on y va ensemble, on rentre ensemble) gagne progressivement l'ambiance du week-end. Après cette démonstration, nous remontons vers le camp et le temps d'une nuit de fête nous célébrons cette première journée.

Samedi 24 octobre 2015

Au matin du samedi, l'air est humide, les silhouettes émergent doucement des tentes dressées la veille dans le champ. La colline qui nous fait face abrite le bruit sourd de l'hélicoptère, et les 110 hectares de forêts qui recouvrent les bâtiments de l'usine. Les 4 km de grillage d'enceinte représentent la moitié de la superficie du village. C'est, croirait-on, le bois communal, mais que les habitants n'ont jamais pu visiter, la petite forêt arrachée par l'industrie de l'armement. La rivière, elle-même ravie aux habitants par l'usine, dessine une frontière matérielle entre le village et NobelSport, entre le camp et sa cible.

On se retrouve sous le barnum central, la cantine s'active, la radio pirate du camp (radio poudrière) diffuse les premiers entretiens de la veille. Au programme une présentation des armes de la police, d'une ambulance partisane comme outil pour faire face à d'éventuels blessés et pour poser plus généralement la question du soin dans nos luttes. Quelques habitants du coin nous racontent l'histoire de l'usine, avec ses explosions, ses risques industriels et ses accidents du travail. Ils nous parlent de son emprise dans la vie du village. L'occasion de délivrer quelques informations sur son fonctionnement, ses protocoles de sécurité, ses points de faiblesse. L'occasion de mettre à jour l'opacité de ce type d'industrie, de susciter l'envie d'enquêter sérieusement sur ces infrastructures pour pouvoir les atteindre au cœur dans des moments plus déterminants. L'occasion enfin de remplir les carnets de contacts, de faire grandir la confiance gagnée la veille, et d'imaginer dès à présent des nouveaux moments de blocage.

Plus tard, des discussions sur les dynamiques de lutte en Bretagne et la manifestation de Landivisiau le 14 novembre prochain, sur les convois pour la COP 21, nous amèneront jusqu'au soir, où une marche aux flambeaux doit rendre hommage aux tués et blessés par la police. Nous savons que nous allons trouver face à nous le même dispositif que la veille. Cette marche devient alors l'occasion de conjurer pour de bon son attraction.

Une fresque en hommage à Rémi, des chants et des lectures introduisent le départ. Lentement, 300 personnes descendent vers les grilles. Arrivée à l'entrée du pont la foule s'arrête, certains s'assoient sur la chaussée, d'autres pointent les visières des flics avec des lasers. Les lectures commencent et l'épais grillage de police se dissipe peu à peu. On entend les récits du harcèlement quotidien exercé contre les gendarmes sur la zad de Notre-Dame-des-Landes après l'opération César, les histoires de résistance dans les montagnes italiennes contre le TGV Lyon-Turin, on insulte ensemble la ligne de gendarmes au rythme du récit. Puis le temps d'organiser le départ, on se déleste des fusées d'artifice, des boulons et des pierres comme pour crever l'écran. On finit même par mettre le feu à la toile.

Sur le retour, tenailles et grappins s'échangent dans le cortège. Nous longeons les grilles de l'enceinte. Certaines sont arrachées pendant que d'autres sont soigneusement découpées dans la hauteur. Une disqueuse à batterie entame une entrée secondaire de l'usine et les lacrymos pleuvent mais heurtent les grilles avant de retomber doucement en contrebas sur les flics désorientés. Les manifestants s'agrègent au croisement de la rue qui remonte au camp et d'un commun élan :
On y va ensemble, on rentre ensemble.

Dimanche 25 octobre 2015

C'est le dernier jour du week-end et la préfecture annonce la couleur. Un arrêté stipule qu'à partir de midi et jusqu'à minuit la gendarmerie procédera au contrôle et à la fouille de tous les véhicules qui sortiront de Pont-de-Buis.

Sur le camp tout est paisible, nous commençons à démonter les barnums et à discuter des suites à donner à cette histoire. Localement une perspective se dessine, celle d'approfondir le travail d'enquête sur NobelSport avec tous les habitants rencontrés pendant le week-end, et celle d'entrevoir le blocage de l'usine en cas d'intervention sur la ZAD. Cette dernière idée résonne avec la proposition de coordonner les actions de blocage prévues dans la région pour disperser les forces de l'ordre. On dit souvent qu'une expulsion de la ZAD mobiliserait assez de flics pour qu'ils n'aient pas les moyens de protéger d'autres sites ailleurs dans la région. NobelSport devient dans cette perspective une cible privilégiée comme le sont, à une autre échelle, les principaux axes routiers de l'ouest.

Une équipe reste sur le camp pour finir de ranger les structures tandis que le gros des campeurs s'emploie à retourner vers l'usine. Cette fois nous laisserons les grilles antiémeute derrière nous.

Le temps de s'engouffrer dans un bois, de longer les rails de la voie de chemin de fer sur un viaduc surplombant la Douffine et nous voilà de l'autre côté de la rivière derrière le dispositif que nous narguions la veille. Une vraie ballade de repérage qui a permis à 300 personnes de découvrir une partie des chemins d'accès au grillage de l'usine. Une fois encore nous rencontrons sur un carrefour et devant l'entrée de l'usine un lourd contingent de gendarmes prêt à en découdre. La longue file indienne de marcheurs forme un cercle pour une assemblée improvisée. Une retraite stratégique s'impose à tous avec l'intime sentiment que nous allons nous retrouver là à nouveau en d'autres circonstances. Le cercle de l'assemblée se disloque alors pour former une ligne qui fond sur la police dans une charge hurlante. Les flics hébétés tirent quelques lacrymos, le cortège s'ébranle de nouveau, hilare, après cette scène. Après un bref affrontement sur le chemin du retour

sur un terrain plus propice, la longue marche retourne vers le camp démonté.

La journée aurait pu s'arrêter là, mais les déclarations préfectorales du matin nous encouragent à une retraite plus flamboyante encore. On y va ensemble, on rentre ensemble.

La centaine de véhicules tournée vers l'entrée du camp fait gronder les moteurs, et traverse le village sous les nombreux saluts de habitants : ils ont compris que nous reviendrons, et ils semblent s'en amuser. Plus loin, les gendarmes nous bloquent, les passagers sortent des voitures, enfilent leurs capuches et presque aussitôt les portes s'ouvrent. La 4 voies est à 1km de là et le bruit court déjà que s'il nous bloquent on va la bloquer à notre tour.

Le long serpent de lumière s'arrête une dernière fois à la sortie du village, le temps de s'assurer que tout le monde est bien là, et le camp se dissipe au loin. *On y va ensemble, on rentre ensemble.*



Communiqué d'habitant-e-s de la zad en réponse à l'appel d'offres du gouvernement

Suite à l'annonce publiée ce jour par le gouvernement d'un nouvel appel d'offre pour la construction d'un aéroport à Notre Dame des landes, nous tenons à rappeler notre détermination à empêcher toute tentative de démarrage des travaux ou d'expulsion de la zad. Il nous apparaît par ailleurs nécessaire de mettre en avant l'hypocrisie flagrante du gouvernement quant à ses préoccupations environnementales à la veille de la COP 21.

- Trahison des engagements du gouvernement

L'appel d'offre lancé par le gouvernement quant aux travaux de la desserte aéroportuaire est un signe de plus de sa volonté de passer en force et de trahir ses engagements publics de 2014 à ne pas « débiter les travaux avant l'épuisement de tous les recours juridiques actuellement déposés ». Cet épuisement était censé inclure l'ensemble des appels et pas seulement le passage en première instance. Ces appels lancés par les associations, notamment ceux concernant la loi sur l'eau et les questions environnementales, n'ont toujours pas été jugés. Cette nouvelle annonce s'ajoute à la reprise des procédures d'expropriation et d'expulsion des locataires et paysans « historiques », ainsi qu'à sa campagne d'attaque médiatique contre le mouvement anti-aéroport et les habitants de la zad.

- Nouvelles mobilisations et convoi commun vers la COP 21

Dans ce contexte nous lançons une série de nouvelles mobilisations avec l'ensemble du mouvement anti-aéroport : occupants, paysans, associations, comités de soutien... Nous organisons, entre autre, un convoi en tracteurs et vélos qui partira de Notre Dame des landes le 21 novembre pour se rendre à Paris lors de la COP21, sommet intergouvernemental sur le réchauffement climatique. Nous viendrons y dénoncer l'hypocrisie flagrante entre, d'une part, la volonté affichée à ce moment là par le gouvernement, de lutter contre le réchauffement climatique, et, d'autre part, la menace de revenir quelques semaines plus tard pour expulser la zad, détruire plus de 1600 ha de terres agricoles, de zones humides et d'habitats pour y construire un nouvel aéroport

- Densification de l'occupation de la zad et détermination à résister.

En attendant, l'occupation de la ZAD continue, les centaines d'hectares remis collectivement en cultures, ainsi que la soixantaine d'habitats, fermes, maisons, logis auto-construits s'envisagent sur le long terme, pour les quelques deux cents personnes qui vivent sur la zad ainsi que pour leur nombreux soutiens dans la région.

Nous résisterons ensemble dans toute notre diversité, sur les terres de Notre Dame des Landes et bien au-delà, face à toute tentative d'attaque de la ZAD et de démarrage des travaux. Nous l'avons déjà fait face à l'opération César en 2012. Nous sommes aujourd'hui plus fort-e-s encore grâce à l'énergie accumulée par le mouvement dans la région et ailleurs, et le soutien de plus de 200 comités locaux.

La multiplication actuelle des résistances face à des projets aussi inutiles que nuisibles nous conforte dans le fait qu'un grand mouvement s'est ouvert face à l'aménagement marchand du territoire, à la privatisation du vivant, ou encore à la disparition des terres agricoles. Ce mouvement porteur d'un immense espoir, laisse augurer de la possibilité d'autres manières de vivre, d'habiter, de travailler et de cultiver. Elles sont déjà à l'œuvre et ne se laisseront pas écraser.

P.s : Nous souhaitons bien du courage à toutes les entreprises gagnantes de l'appel d'offre.